

La crise alimentaire mondiale

Partage international n° 239 - Juillet 2008

En juin 2008 à Rome, au terme d'un sommet de trois jours sur la crise alimentaire, les dirigeants de 181 pays ont décidé de renforcer l'aide humanitaire face aux pénuries et aux prix en forte hausse. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, a annoncé qu'une somme de 20 milliards de dollars annuelle était nécessaire.

Les représentants des gouvernements et des organismes d'aide ont estimé que cette déclaration était signe que l'agriculture, et en particulier le soutien des petits fermiers des pays en développement, redevenait prioritaire. « Pour la première fois, l'agriculture est au centre de la scène mondiale », a déclaré Lulu Xingwana, ministre sud africain de l'Agriculture.

Les participants au sommet ont déclaré que, compte tenu des ressources disponibles, le fait que 862 millions de personnes dans le monde souffrent encore de malnutrition était inacceptable. Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le Droit à s'alimenter, a affirmé que l'adoption de la déclaration finale était « signe que la communauté internationale parlait d'une seule voix ».

La plupart des pays sont touchés par la hausse des prix alimentaires. Au Mexique, où le maïs est cultivé depuis 7 000 ans, le prix des tortillas (de minces galettes de maïs) a fortement augmenté en raison de la hausse des prix du carburant et du maïs. Les 40 millions de Mexicains qui vivent avec moins de cinq dollars par jour sont durement touchés par les augmentations du prix des denrées de base.

En 2007, des dizaines de milliers de Mexicains ont manifesté contre les hausses de prix, reprochant notamment aux cultivateurs de maïs américains de détourner leur production au profit de la production des bio-carburants. Felipe Calderon, le président mexicain, a expliqué : « Pendant de nombreuses années, les pays en développement, en particulier le Mexique, ont été confrontés au niveau très élevé des subventions américaines et européennes, qui ont mis de nombreux producteurs hors compétition. » Les

augmentations des prix au Mexique pourraient atteindre 40 % cette année, sans que le gouvernement puisse contrôler la situation.

Dans les pays développés tels que le Royaume-Uni, le consommateur moyen consacre moins de 10 % de son revenu à l'alimentation, et les 20 % les plus pauvres y consacrent 25 à 30 %. Dans les pays en voie de développement, les pauvres consacrent entre 50 et 80 % de leur revenu à l'alimentation, et lorsque les prix sont en hausse, les gens ont rapidement faim.

« Un homme qui a faim est un homme en colère », a déclaré Ban Ki-moon devant les délégués à Rome. Les pauvres des villes qui ont quitté leurs campagnes par milliers afin d'habiter dans des cités surpeuplées, se sont mobilisés comme jamais auparavant, en manifestant dans les rues, provoquant ainsi des décisions politiques. « Cette crise rend tout à coup très visible la pauvreté dans les zones urbaines », a expliqué James Garrett de l'Institut de recherche international sur la politique alimentaire. Les émeutes ont ébranlé les gouvernements, en portant la question de la faim au sommet des agendas politiques et aujourd'hui, les affamés ne constituent plus un groupe éparpillé et sans pouvoir. « Ces gens qui n'ont déjà pas grand chose doivent vivre dans une économie basée sur l'argent - vous achetez tout ce que vous mangez, vos médicaments, tout fait partie d'un système monétisé, a-t-il expliqué. Dans les pays tels que l'Égypte et le Pérou, vous achetez 80 % de ce que vous consommez. Combinez ceci avec un marché de l'emploi fragile et incertain, et cela favorise les rassemblements. »

Kostas Stamoulis, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, a déclaré : « La capacité d'exercer une pression politique est plus facile dans les zones urbaines. Les gens dans les campagnes sont généralement pauvres, dispersés, et les frais nécessaires à la formation d'alliances et à l'organisation de manifestations rendent les choses beaucoup plus difficiles. »

A Haïti, où les prix de denrées de base tels que le riz, les haricots et les fruits ont augmenté de 50 % en un an, la colère de la population était telle que le premier ministre Jacques-Edouard Alexis a dû démissionner. La peur de l'impact politique de l'augmentation des prix alimentaires a aussi conduit des acteurs du marché majeurs avec parmi eux l'Inde, le Brésil et le Vietnam à réduire l'activité des

marchés internationaux en imposant des restrictions sur les exportations et le commerce des matières premières.

Le Programme alimentaire mondial souligne le fait que dans cette crise, il n'y a pas vraiment de pénurie alimentaire importante, mais que les prix alimentaires sont devenus inabordable. « *Un des nouveaux aspects de la faim est que la nourriture est disponible mais les gens ne peuvent pas se la procurer* », a déclaré la directrice Josette Sheeran.

Le fait que la crise alimentaire pourrait annihiler des décennies de progrès constants réalisés dans d'autres domaines de développement inquiète les organisations non gouvernementales. « *Nous risquons de perdre tous les progrès que nous avons réalisés*, avertit Magda Kropiwnicka, conseillère d'Action Aid pour l'alimentation et la faim. *A cause de cette crise des prix alimentaires, les enfants sont*

déscolarisés, les personnes séropositives ne peuvent plus acheter leurs médicaments. »

Selon Kofi Annan, qui préside l'Alliance pour une révolution agricole verte, la pauvreté urbaine est étroitement liée aux besoins ruraux et le premier problème ne peut être résolu sans s'occuper de l'autre : « *Si nous pouvions développer les zones rurales afin d'améliorer l'agriculture et amener plus de personnes à y travailler en leur permettant de vivre décemment, il n'y aurait plus cet exode massif vers les villes et le risque de se retrouver dans les bidonvilles. Avec de meilleurs rendements, nous pourrions mieux nourrir la population des villes.* »

Sources : The Guardian, G.-B.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Les priorités de Maitreya